

**UNE LUTTE JUSTE ET DETERMINEE !**

L'URIF FO soutient sans réserve les personnels de la pénitencière qui luttent depuis une semaine pour faire valoir leurs revendications.

Depuis des années, ils alertent les pouvoirs publics et l'opinion sur des conditions de travail qui se dégradent chaque jour un peu plus et sur les conditions de sécurité qui ne vont qu'en s'empirant.

Leurs revendications sont justes lorsqu'ils réclament des moyens les conduisant à ne pas se retrouver agressés, insultés, pris en otages...

Leurs revendications sont justes quand ils exigent des effectifs supplémentaires pour assurer la sécurité et leur sécurité.

Leurs revendications sont justes lorsqu'ils se battent pour leurs salaires quand nous savons que le salaire de base est de 1200 € par mois.

L'URIF FO comprend et soutient l'engagement des personnels et est solidaire de l'action engagée par le syndicat national FO de la pénitencière et son rejet du texte proposé par la Ministre.

L'URIF FO rappelle qu'elle s'engage également dans les actions de grève, de manifestations et de rassemblements des jours à venir : le 30 janvier avec la Fédération des services publics et de santé FO pour la défense des personnels des EPHAD, avec la participation des autres organisations syndicales de ce secteur ; le 1<sup>er</sup> février avec la FNEC FP FO et la CGT - la FSU - l'UNEF et l'UNL qui s'opposent à la volonté du gouvernement de faire disparaître le baccalauréat, de mettre en place le lycée modulaire supprimant plusieurs heures de cours par semaine et qui tente de mettre en place des dispositifs qui conduisent à la sélection pour entrer en université ; le 8 février avec la Fédération FO des Cheminots qui s'opposera avec d'autres Fédérations au démantèlement de l'entreprise publique, du statut des cheminots et de leur régime particulier de retraites, et qui réclament des moyens en effectifs notamment pour assurer la sécurité des personnels et des usagers.

Pendant ce temps-là, le Président de la République reçoit aujourd'hui 140 grands patrons européens... à Versailles.

Pour eux, c'est cela la défense de la République et de ses services.

Paris, le 22 janvier 2018